

Décembre 2008

- **Etudes marketing**
 - **Conseil en marketing stratégique et opérationnel**
 - **Conception de stratégies marketing gagnantes**
 - **Assistance d'entreprises et d'agences de communication à concevoir des campagnes de communication efficaces**
 - **Optimisation de budget de communication et maximisation de retour sur investissement**
 - **Mesure d'efficacité de campagnes de communication et calcul de retour sur investissement**

Citation du mois

« Le financement au fond n'est pas le métier de la banque, son métier c'est d'assurer la liquidité. Le financement est l'affaire des entrepreneurs. La banque est un métier logistique. »

Christophe Benavent, professeur de marketing et stratégie et chercheur à l'Université Paris X, enseignant en licence professionnelle banque/finance.

Dans ce numéro :

L'Institut 3C Etudes élabore les CSP tunisiennes	1
2009, année des espoirs et des défis	1
L'Amérique et les autres : qu'attendre d'Obama ?	2
Pic de fièvre d'un système pathologique	3
Economie mondiale : le temps des incertitudes	3
L'infertilité au Maghreb Aspect médical	4
L'infertilité au Maghreb Aspect statistique	6
La planète Terre en danger, les extraterrestres joueraient-ils un rôle ?	7
Emigration arabe vers l'Europe : autopsie d'un Pacte	8
L'Afrique subsaharienne dans la tourmente	10
Etudiants étrangers en Tunisie : « On se débrouille pas mal »	10
Rien que pour rire : Lancer de BasBushes !	12
Présentation de 3C Etudes	13

L'Institut 3C Etudes élabore les CSP tunisiennes

L'Institut 3C Etudes vient d'élaborer une classification de la population tunisienne par catégories socio-professionnelles (CSP) appelées également PCS (professions et catégories socioprofessionnelles) d'après des données recueillies auprès de l'Institut National de la Statistique émanant des résultats du dernier recensement général de la population. Ces données ont été compilées au niveau national et stratifiées par région.

Cela comble un grand vide qui ne cessait d'être décrié par les marketeurs

qui n'avaient pas les outils de travail respectant les conditions minimales requises par la profession.

Le travail de 3C Etudes va enfin permettre de constituer des échantillons représentatifs de la population tunisienne et partant, pouvoir faire des études marketing, média et opinions, fiables. En effet ne pas se référer aux CSP revient à considérer que l'avis ou l'attitude d'un ouvrier est systématiquement équivalent à celui d'un enseignant universitaire, pour ne prendre que cet exemple, et vice-versa.

3C Etudes fera usage de ces CSP pour toutes les études qu'il sera amené à effectuer à l'avenir et il les mettra à la disposition des annonceurs qui en feront la demande.



To see, or not to see: that is the question!

2009, année des espoirs et des défis

2009, sera une année charnière, un tremplin pour un monde dont le remodelage est en gestation. 2009 sera l'année des grands chantiers aux plans des Relations internationales et du positionnement géopolitique et géoéconomique.

Le 20 janvier, le 44^{ème} président américain Barack Hussein Obama, prendra officiellement les rênes du pouvoir, pour mettre en œuvre une politique diamétralement opposée à celle de son prédécesseur Georges W. Bush. En matière de politique internationale, Obama procèderait, en ce qui concerne l'Irak, au retrait progressif des troupes

US, et ce en application de l'engagement, qu'il a pris lors de sa campagne électorale, réitéré tout juste après sa large victoire dans la présidentielle américaine. Néanmoins, il veillera à garantir les intérêts de son pays dans la région, en perdurant la « *main mise* » des USA sur le pétrole irakien, en assurant aux firmes américaines la part du lion dans l'effort de reconstruction de l'Irak, selon une nouvelle approche qui n'exclurait pas le rétablissement des relations diplomatiques avec l'Iran, probablement après de multiples rounds de négociations bilatérales. Mais le défi sera plus grand et le chemin est parsemé de mines, concernant le gouffre

afghan. Une solution viable dans une zone en éruption, est peu probable en 2009, surtout après les derniers attentats de Bombay en Inde, la crise politique en Thaïlande, et avec les affrontements au quotidien entre l'armée et les séparatistes tamouls au Sri Lanka ainsi que la persistance du problème cachemiri. L'Asie du Sud demeure une véritable poudrière dont la stabilité ne pourrait advenir demain avec comme points noirs, l'existence de zones grises dans le Waziristan pakistanais, à la frontière afghane, et le retour en force des Talibans en Afghanistan et notamment à Kandahar.

« 2009 sera l'année des grands chantiers aux plans des relations internationales et du positionnement géopolitique et géoéconomique »

Quant au conflit israélo-palestinien, Il existe une chance réelle pour faire aboutir le processus de paix à son objectif en 2009, à savoir la création d'un État palestinien, cote à cote, avec l'Etat d'Israël. L'UE, et les USA, voire même l'Etat hébreu, sont plus que jamais déterminés à mettre fin à ce conflit qui mine l'avenir d'Israël, impatiente de nouer des relations normales avec les pays arabes, seule alternative pour sa survie économique à plus ou moins long terme.

S'agissant des relations transatlantiques entre le vieux Continent et l'Amérique, elles restent incertaines mais sûrement conflictuelles, avec un Occident de plus en plus bicéphale et un monde multipolaire. Les axes stratégiques au sein de l'UE ne sont désormais plus les mêmes avec un rapprochement entre Paris et Londres au dépens du tandem historique franco-germain, initié par De Gaulles et Ade-

nauer et resuscité par Chirac et Schroeder. Cela s'explique par la concurrence sur l'appropriation du leadership européen entre la France et l'Allemagne sans oublier le rôle de la Grande-Bretagne, devenu subitement moins atlantiste et plus européenne sous le gouvernement Brown.

Cette situation conflictuelle, tant sur le plan atlantique qu'au niveau européen sera plus aigue, en raison de la crise financière internationale et la récession qui s'installe en conséquence dans la quasi-totalité des économies occidentales. C'est une chance inouïe, notamment pour les pays émergents, dont ceux du Maghreb, en l'occurrence la Tunisie, pour améliorer leur positionnement sur l'échiquier international.

Il ne demeure pas moins important, que les fléaux qui hantent l'humanité entière, comme le terrorisme, la piraterie maritime comme nou-

velle forme de banditisme, le réchauffement climatique, la multiplication des catastrophes naturelles, Les pandémies comme le SIDA, trouveront un début de solution, avec notamment, la refonte du système monétaire international, la relance du cycle de Doha qui présage un accord imminent, et l'implication quasi-certaine des USA dans les négociations de l'après-Kyoto. 2009, sera l'année paradoxale par excellence, morose en termes de résultats économiques, mais porteuse d'espoirs en termes de solutions à certains conflits et fléaux d'ordre politique, financier, commercial, environnemental,...

Thameur MAAZOUQ

L'Amérique et les autres : qu'attendre d'Obama ?

« Il n'y a pas d'Amérique blanche et d'Amérique noire, il n'y a pas de Démocrates et de Républicains, il y a les Etats-Unis d'Amérique »

« Il n'y a pas d'Amérique blanche et d'Amérique noire, il n'y a pas de Démocrates et de Républicains, il y a les Etats-Unis d'Amérique ». C'est, en substance, le message que le nouveau Président américain a martelé tout au long de sa campagne électorale. Façon de dire, en clair, que si les Américains lui faisaient confiance, il se posera en rassembleur d'une Amérique que la récession économique et surtout la guerre en Irak ont profondément divisée et qu'il travaillera avec tous ses concitoyens désireux de servir leur pays, indépendamment de leur race, de leur coloration politique ou encore de leur religion.

Les premières décisions en ce sens n'ont d'ailleurs pas tardé à venir. Elu triomphalement le 4 novembre dernier, le futur locataire de la Maison Blanche a dévoilé les grandes lignes d'un véritable « *New Deal* » qui devrait permettre la création, dans les deux années à venir, d'environ 2,5 millions d'emplois. Il a également fait connaître les noms des principaux membres de sa future

Administration ; une Administration dont le trait dominant, s'accorde-t-on à dire des deux côtés de l'Atlantique, est qu'elle allie « *fermeté* » et « *pragmatisme* ». Ces décisions ont été, selon un sondage USA Today Gallup publié mardi, favorablement accueillis par les trois quarts des Américains.

La situation économique avec, comme toile de fond, un secteur bancaire sérieusement malmené, sera sans doute au centre des préoccupations de M. Obama. Fidèle à son slogan de campagne « *Yes we can* », il fera tout pour conforter l'esprit d'initiative de ses concitoyens et leur redonner goût au travail. L'ancien sénateur de l'Illinois et Rédacteur en Chef de la fameuse « *Law Review* » de l'Université de Harvard, devrait aussi s'atteler, comme il l'a promis, à planifier avec son secrétaire à la Défense Robert Gates le retour au pays des 160.000 boys déployés en Irak.

Il est cependant, au-delà de ces deux grands dossiers, un autre chapitre auquel le successeur de M. Bush de-

vrait consacrer aussi énormément d'énergie : c'est celui d'une Amérique qu'une bonne partie des opinions publiques et des élites politiques, à travers le monde, ne porte plus dans son cœur. Et pour cause : une conduite extérieure sous la présidence Bush qui, sous couvert de lutte contre le terrorisme, n'en a pas moins trahi, par certains aspects, les valeurs mêmes pour lesquelles l'Amérique, en tant que leader du « Monde libre », a toujours milité.

Conférer une bonne dose de moralité à cette conduite, c'est donc ce à quoi M. Obama, qui s'installera le 20 janvier prochain à la Maison Blanche, devrait aussi s'employer. Et c'est à sa capacité de réconcilier l'Amérique avec elle-même et avec les autres que sera sans doute également jugé son prochain et premier mandat.

Moncef BEN AMOR



BARACK OBAMA

Pic de fièvre d'un système pathologique

L'actuel krach financier, sans précédent, qui a précipité la banqueroute de plusieurs institutions financières (Banques et Assurances), obligeant les Banques Centrales (Fed ; BCE ; BCJ ; ...), à injecter des liquidités, nous interpelle sur l'aspect pathologique du système monétaire et financier international. Cette pathologie latente, qui se manifeste cycliquement, a été d'une ampleur telle que les gouvernements réputés gardiens du libéralisme, ont dû intervenir pour renflouer leurs banques et leurs assurances, tout en esquissant des plans de sauvetage. Cette onde qui, au début, a touché la sphère monétaire et financière, s'est vite propagée à la sphère réelle menaçant l'économie mondiale de récession.

Des pays comme l'Islande, et des secteurs économiques comme l'Industrie automobile, étaient parmi les premières victimes du Krach. Cette situation, qui a sonné le glas de l'ultralibéralisme, résulte d'un défaut de régulation et de lacunes dans le système ne permettant pas même au FMI de surveiller ce qui se passe au niveau de la création monétaire et au niveau des flux financiers. En effet, des produits financiers « toxiques », générés sans garanties suffisantes et basés sur la titrisation, avec le soutien compliqué des traders et des agences de notation, ont grippé le système. Le pic de fièvre attrapée révèle sans ambages les limites du système finan-

cier international et son caractère pathologique.

C'est avec un arsenal d'antibiotiques et d'antipyrétiques que les décideurs, notamment politiques, ont dû agir pour maintenir le système et l'économie en survie. Ce traitement d'urgence est nécessaire mais il ne peut être efficace à moyen et long terme. La réponse à la crise se retrouve plutôt dans la refonte du système monétaire et financier international. C'était d'ailleurs la conclusion à laquelle ont abouti les deux derniers Sommets du G7 et du G20. Ce sont de nouvelles règles qui devraient régir la création monétaire et de produits financiers. Elles conféreront aussi au FMI le statut de gendarme financier avec la capacité de prévenir et d'agir contre des spéculateurs sans scrupules rompus à la tactique de la roulette et avides comme des maîtres de Casino.

En attendant, cette crise comme toute autre, pénalisera des pays mais profitera à d'autres. Elle agencouillera des secteurs et propulsera d'autres. En clair ce chaos accouchera d'un nouveau monde, avec de nouvelles règles et une nouvelle configuration géoéconomique. Le déplacement du centre de gravité vers l'Est devrait s'accélérer. Quant aux pays du Sud, du moins certains dont la Tunisie, ils pourraient en tirer profit. C'est en faisant prévaloir leurs avantages comparatifs en termes de coûts de production que les pays émergents gagneraient en attirant des opérateurs

économiques américains, européens et asiatiques en quête de délocalisation. Ce critère de compétitivité avantageuse amènera des Multinationales, des Holdings et des PME du Nord à se redéployer. Il est grand temps pour nos banques de prendre l'initiative et faire preuve d'agressivité économique et commerciale en montant des actions de Marketing pour attirer ces entreprises du Nord en mal de peau chez eux. Des organismes d'appui comme la FIPA, le CEPEX et l'UTICA devraient prendre part. Le tissu bancaire tunisien, qui présente des surliquidités, devrait, entre autres, proposer des services pour ces nouveaux opérateurs conformes aux standards internationaux. L'arrimage avantageux de notre pays à l'économie mondialisée, en dépendra.

Par ailleurs, et du côté des théoriciens, nous espérons que les monétaristes soient à l'avenir mieux conscients de leurs responsabilités, en prévenant les politiques sur les dangers de tout dérapage au sein de la sphère monétaire et financière. Ces monétaristes savent mieux que quiconque qu'un placement de cinq (05) grammes d'or, à un taux de 10 %, à la naissance de Jésus Christ, générerait mathématiquement une boule d'or plus grosse que notre planète Terre.

Thameur MAATOUG



« Le pic de fièvre attrapée révèle sans ambages les limites du système financier international et son caractère pathologique »

Economie mondiale

Le temps des incertitudes

Qualifié de l'un des plus importants depuis le New Deal de Franklin Roosevelt, le plan Obama pour le sauvetage de l'économie US devrait permettre la création, dans les deux années à venir, de près de 2,5 millions d'emplois. D'un montant de 700 milliards de dollars, il porte essentiellement sur de grands projets d'infrastructure.

Avant même son annonce, une certaine reprise semblait se dessiner sur les marchés financiers. De la City à Wall Street, en passant par Hong Kong et Tokyo, les indices ont, dans l'ensemble, rebondi et l'industrie automobile US, qui était gravement menacée, a soudain retrouvé le sourire. Les dirigeants européens ont sorti,

eux aussi, la grosse artillerie pour tenter d'enrayer la crise même si certaines frictions ont fait jour entre Bruxelles et Paris, qui préside actuellement l'Union Européenne, au sujet notamment du redressement du secteur bancaire français.

Est-ce à dire que les jours difficiles sont désormais derrière nous ? Difficile de se prononcer. Le problème, ce n'est pas que l'économie mondiale, avec son corollaire de bonds et de rechutes, de moments d'euphorie et d'autres d'angoisse et de doute, est entrée, bel et bien, dans une zone de turbulences. Le problème, le vrai problème, c'est que ce que l'on est convenu d'appeler le « néolibéralisme » a fini par montrer ses limites, voire ses contradictions, et que le nomment est donc venu de repenser sérieusement l'économie mondiale et de ne plus se contenter d'un colmatage des brèches, si l'on veut éviter des crises majeures.

Les grands décideurs de ce monde ont-ils les moyens et surtout la volonté de le faire ? Ce n'est pas évident. Le nouvel ordre économique mondial hérité de l'effondrement de l'ex-empire soviétique a non seulement sonné le glas de l'Etat providence. Il a aussi, et surtout, limité considérablement la marge de manœuvre des pouvoirs publics et engendré une sorte de « coup d'Etat rampant » de grandes multinationales, essentiellement aux mains des lobbies militaro-industriel et pétrolier américains, sur l'économie mondiale. Résultat : une économie mondiale de plus en plus fragilisée même si, au fond, le tableau n'est pas aussi mauvais qu'on pourrait le penser. La mondialisation n'a pas eu que des effets négatifs. Loin de là. Elle a permis aussi une nette amélioration du niveau de vie dans nombre de pays émergents, notamment en Afrique et en

Asie. Conséquence : si les cours pétroliers ont frôlé les 150 dollars le baril, c'est que la demande mondiale d'or noir a connu une hausse sans précédent. Pour ne citer que la Chine où la voiture relevait, il y a peu de temps encore, d'une sorte de privilège, le nombre de voitures produits actuellement atteint les 8 millions par an ; un chiffre certes important mais qui ne représente pas, en réalité, grande chose comparativement à un pays comme la France où le parc automobile dépasse les 37 millions de voitures et surtout si l'on tient compte du fait que la population chinoise est estimée, de nos jours, à près d'un milliard et demi d'âmes. Le même constat est valable pour l'Inde où les constructeurs automobiles ont même l'œil, à en croire des informations, sur certaines firmes occidentales qu'ils pourraient racheter si elles venaient à connaître de sérieuses difficultés.

Le renoncement de millions de personnes, à travers le monde, à l'usage quotidien de leurs voitures, en raison de la flambée des prix pétroliers, et les plans d'économie d'énergie arrêtés ici et là ont-ils contribué à inverser la vapeur ? C'est en partie vrai dans la mesure où le baril de pétrole n'est désormais qu'à 50 dollars, soit le tiers de ce qu'il avait atteint auparavant. Ce qui est valable pour l'or noir l'est d'ailleurs aussi pour certains produits alimentaires comme les céréales et le riz qui ont connu aussi à peu près le même scénario : après une hausse spectaculaire, en raison d'une hausse forte et inattendue de la demande, leurs cours se sont soudainement repliés.

Les récentes turbulences, pour ne pas dire bouleversements sur les marchés du

pétrole et de certains produits alimentaires incitent, en tout état de cause, à une interrogation : celles-ci procèdent-elles d'une logique économique - ou plus précisément de marché - ou répondent-elles à des intérêts occultes de certains lobbies financiers et autres qui se cachant derrière la logique de marché pour mieux se remplir les poches ? Cela est discutable. Ce qui est certain par contre, et il s'agit là d'un second phénomène qui mérite d'être relevé, c'est que le fossé technologique entre le Nord et certains pays du Sud est entrain, lui aussi, de se réduire sensiblement. Des pays comme la Chine, l'Inde ou le Brésil ont acquis, en effet, un savoir-faire scientifique et technologique, notamment dans des secteurs comme la construction automobile, qui leur permet non seulement de se mesurer mais aussi de se poser en sérieux concurrents à des pays européens et autres, pourtant bien lotis technologiquement.

Que faut-il en conclure ? Si l'on ajoute à ces deux facteurs (jeu imprévisible de l'offre et de la demande et réduction de la fracture scientifique et technologique), la frénésie des délocalisations, à la recherche surtout d'une main d'œuvre bon marché, et l'extraordinaire mouvement de capitaux vers certains pays émergents, l'on est sans doute en droit de se demander si l'humanité n'est pas à la veille d'un nouvel ordre économique qui ne dit pas encore son nom et qui pourrait bousculer pas mal d'idées reçues.

Moncef BEN AMOR



« le nomment est donc venu de repenser sérieusement l'économie mondiale et de ne plus se contenter d'un colmatage des brèches, si l'on veut éviter des crises majeures »

L'infertilité au Maghreb

Aspect médical

L'infertilité est définie aujourd'hui par la FIGO (fédération internationale de gynéco-obstétrique) comme l'incapacité à concevoir naturellement au bout d'un an de tentatives avec rapports sexuels non protégés. L'infertilité n'est pas synonyme de stérilité mais traduit une réduction des chances de concevoir un enfant

spontanément. Selon l'Organisation mondiale de la santé, entre 60 et 80 millions de couples seraient infertiles et un couple sur six aurait besoin d'assistance pour concevoir.

Données épidémiologiques

Au Maghreb, on avance le chiffre de 15% de couples infertiles. Les études et recherches maghrébines actuelles attestent que la source du problème peut être chez l'homme (30%), chez la femme (30%) ou chez les deux à la fois (30%). Elle peut être aussi de cause inexplicée (10%).



« Selon l'Organisation mondiale de la santé, entre 60 et 80 millions de couples seraient infertiles et un couple sur six aurait besoin d'assistance pour concevoir »

Causes de la stérilité

Dans ces pays, les maladies sexuellement transmissibles (MST) constitueraient l'une des causes les plus importantes de stérilité chez l'homme et chez la femme. Parmi les infections les plus redoutables, citons l'infection à Chlamydiae Trachomatis qui passe souvent inaperçue, facilitant ainsi la colonisation des trompes de la femme et pouvant provoquer une fois sur dix une salpingite (infection tubaire). Chez l'homme, cette infection peut affecter la qualité du sperme et notamment la mobilité des spermatozoïdes. Selon les résultats d'un article paru en 2001 dans la revue *European Journal of Contraception and Reproductive Health Care* et intitulé « Chlamydiae Trachomatis and Male Fertility in Tunisia » 35% des couples infertiles seraient porteurs de ce germe.

L'autre grand ennemi de la fertilité chez l'homme est représenté par le tabac et si demain les politiques de prix ne changent pas, le pouvoir fécondant risque de « s'envoler en fumée ». En effet, tabac et infections peuvent entraîner chez l'homme des obstructions du tractus génital (des canaux spermaticques) voire même une diminution de la production des spermatozoïdes par les testicules (oligospermie). Il existe d'autres causes à la stérilité masculine qui sont d'ordre mécanique et qui empêchent le dépôt du sperme dans le vagin. On peut citer les éjaculations rétrogrades qui peuvent être la conséquence d'interventions chirurgicales sur le col de la vessie ou la prostate. Pour la femme, en dehors des infections, les causes d'infertilité sont représentées surtout par les troubles de l'ovulation, les anomalies anatomiques du tractus génital et l'endométriose.

Les troubles de l'ovulation se caractérisent par une absence totale d'ovulation (anovulation) ou par une ovulation de fréquence faible ou irrégulière et sont dus à des déséquilibres de la sécrétion des hormones de régulation du cycle menstruel. Les anomalies du tractus génital sont représentées surtout par les obstructions partielles ou totales des trompes et empêchent donc les spermatozoïdes d'atteindre l'ovocyte.

L'endométriose est une maladie qui est caractérisée par le développement de la muqueuse utérine (endomètre) dans des régions où elle devait être absente (sur les ovaires, le rectum, la vessie...). Ces lésions endométriales gêneraient la fonction ovulatoire, et il a été démontré récemment (in vitro) qu'elles diminueraient la mobilité des cils épithéliaux des trompes qui amènent « délicatement l'ovule à la rencontre du spermatozoïde ».

Bilan du couple

Afin de préciser la réalité et les causes de l'infertilité, plusieurs examens sont nécessaires. Le spermogramme qui consiste en le recueil du sperme, constitue le premier examen à entreprendre. C'est un examen simple et fondamental pour poser le diagnostic d'anomalies du sperme. D'autres examens sont pratiqués chez la femme comme la courbe de LH (Luteining Hormon) urinaire, le dosage de la FSH (Folliculating Stimulating Hormon) au 3ème jour du cycle menstruel. Ces 2 examens sont primordiaux pour l'exploration des troubles de l'ovulation et cela avant de se lancer dans des explorations plus invasives comme l'hystérosalpingographie et l'hystérocopie.

Options de traitement

Selon le diagnostic établi, les options de traitement seront variables. Il peut s'agir d'un traitement hormonal visant à stimuler les ovaires pour traiter les troubles ovulatoires. Les médicaments utilisés sont appelés inducteurs de l'ovulation. Ces médicaments présentent des coûts élevés et ne sont pour la plupart pas remboursés.

Dans les atteintes tubaires, le traitement peut s'effectuer au cours d'une hystérocopie afin de désobstruer la trompe ou lors de la cœlioscopie. On recourt à la procréation médicalement assistée (PMA) dans les cas où les traitements précédents n'ont pas abouti. L'indication des techniques de PMA tient compte également de l'âge de la femme

ainsi que de la durée et la cause de l'infertilité. Ces techniques sont représentées par l'insémination intra-utérine, la fécondation in vitro (FIV) et l'ICSI (injection intracytoplasmique de spermatozoïde).

Le principe de l'insémination artificielle intra-utérine de sperme consiste à injecter des spermatozoïdes dans la cavité utérine le jour de l'ovulation. Cette technique est précédée d'une stimulation ovarienne et permet de court-circuiter la glaire cervicale et de rapprocher les spermatozoïdes des ovocytes. Il est à noter que le cadre légal au Maghreb interdit l'insémination avec sperme de donneur conformément aux spécificités religieuses et éthiques de la région. La FIV a pris une ampleur considérable dans le traitement de la stérilité depuis 1978 année de naissance du premier bébé éprouvete. Cette technique consiste à reproduire au laboratoire ce qui se passe naturellement dans les trompes : la fécondation et les premières étapes du développement embryonnaire. Cette technique permet notamment de court-circuiter les trompes dans les obstructions tubaires. Enfin, l'ICSI a été découverte en 1992. Cette technique consiste à injecter directement à l'aide d'une micro-pipette un spermatozoïde dans l'ovule, ce qui augmente les chances d'obtenir des embryons. L'ICSI est essentiellement indiquée dans les stérilités masculines. Toutes ces techniques sont disponibles dans les centres de fertilité privés et leur coût est élevé sans garantie de résultat.

Si les années 80 se sont caractérisées par la libéralisation de l'avortement et l'utilisation de la contraception, accordant ainsi au couple le droit de choisir d'avoir ou de ne pas avoir un enfant ; en ce début du troisième millénaire, force est de constater que le dogme « avoir un enfant constitue une transcendance » ne sera jamais éculé.

Dr Chitour S.

L'infertilité au Maghreb

Aspect statistique

Page 6

L'infertilité ou la stérilité humaine est l'incapacité de concevoir naturellement, de porter ou d'accoucher un enfant sain. Cependant l'infertilité n'a pas le caractère définitif de la stérilité. En effet l'infertilité correspond à la baisse ou l'absence de capacité à engendrer une descendance alors que la stérilité d'un couple se définit comme l'incapacité définitive à concevoir un enfant. Les causes directes de l'infertilité sont multiples et diverses. On estime qu'un tiers des infertilités sont dues à l'homme, un tiers à la femme, et un tiers à un manque de compatibilité entre les deux partenaires.

Outre les pathologies organiques, il existe des origines plus rares de l'infertilité. Elles sont génétiques, congénitales, fonctionnelles (absence de spermatogénèse par port de pantalons jeans serrés, par exemple) ou bien accidentelles (détérioration de l'appareil génital suite à un grave traumatisme), voire psychosomatiques ou encore liées à des polluants environnementaux. Depuis peu, les scientifiques s'interrogent sur les dangers du téléphone portable et des ondes qu'il émet.

L'infertilité féminine

Divers gènes contrôlant la fécondité des femmes sont répertoriés notamment par une étude récente¹ qui a listé 348 gènes impliqués dans la fécondité chez la souris femelle, jugée par ses auteurs assez proche des autres mammifères pour être un modèle concernant les fonctions ovariennes. On commence à chercher à comprendre leur fonctionnement, et à les étudier de manière à pouvoir produire des tests de susceptibilité génétique à l'infertilité, et à produire de meilleurs traitements à l'avenir.

Il faut différencier l'infécondité primaire qui concerne les femmes n'ayant jamais eu de gestation (le terme de gestation désigne le fait de porter un ou plusieurs enfants) de l'infécondité secondaire qui concerne les femmes ayant

déjà eu une grossesse, indépendamment de la durée de celle-ci (qu'elle soit parvenue à terme ou pas).

Aujourd'hui, dans le monde, le pourcentage de couples qui éprouvent des difficultés à avoir des enfants se situe entre 8 et 15 %. Ce taux n'a pas varié depuis plusieurs décennies dans les pays développés mais le nombre de couples faisant appel à une aide médicale pour ce problème a, lui, évolué. Il est vrai que l'infertilité est beaucoup moins taboue qu'elle ne l'a été et qu'il est donc plus facile pour les couples de consulter un spécialiste. D'autre part, le vieillissement des parents est certainement une autre raison qui pousse les couples à faire appel à une assistance médicale à la procréation, l'âge moyen de la mère étant actuellement de 29 ans lors de la première naissance. Or, la fécondité baisse dès l'âge de 24-25 ans et se réduit notablement à compter de 35 ans.

L'infertilité masculine

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, la fertilité masculine n'a cessé de baisser de façon régulière, une baisse inquiétante dont on connaît pourtant les causes et auxquelles on a les moyens de remédier. La médecine officielle considère cette déficience comme un fait établi et propose de plus en plus de méthodes artificielles de procréation assistée pour les substituer aux fonctions défaillantes de l'homme.

Une étude² publiée en 1992 par un groupe de chercheurs danois a montré qu'aujourd'hui les hommes ne produisent, en moyenne, que 40 % du nombre normal de spermatozoïdes de leurs ancêtres. Cette étude a révélé que la moyenne d'une éjaculation est passée de 3,4 ml en 1940 à 2,75 ml en 1990 et qu'au cours de la même période, la concentration spermatique moyenne est passée de 113 millions à 66 millions de spermatozoïdes par millili-

tre, soit une baisse d'environ 1% par an pendant 50 ans. Sachons que la normalité de la fécondité d'un homme peut être aisément contrôlée de nos jours en fonction d'un certain nombre de critères. Or, bien que ces normes soient assez larges pour englober le maximum de mâles, 1 couple sur 6 d'après les statistiques ne peut concevoir.

En Tunisie les statistiques officielles révèlent que l'incapacité à concevoir touche actuellement 15% des couples en âge de procréer. Par ailleurs, une récente étude sur les retombées psychologiques de l'infertilité féminine en Tunisie a montré que 89 % des femmes stériles souffrent de troubles anxio-dépressifs. L'enquête réalisée par une équipe de psychiatres a porté sur 105 femmes répondant aux critères d'inclusion qui ont été interrogées par le biais d'un questionnaire comportant outre les caractéristiques générales et psychologiques un bilan psychologique incluant six instruments de mesure de la santé mentale. La mesure de la santé mentale de ces femmes souffrant d'infertilité a permis d'identifier une symptomatologie dépressive dans 46,6% des cas et une symptomatologie anxieuse dans 42,9% des cas. 43,8% des femmes interrogées ont également avoué qu'elles souffrent d'une insatisfaction conjugale. L'enquête a révélé, par ailleurs, que 53,3% des femmes stériles ont une mauvaise capacité d'adaptation psychologique à l'infertilité.

S'agissant de l'ampleur du phénomène de la stérilité et sa répartition par sexe, les statistiques montrent une répartition à parts égales entre les femmes et les hommes. D'après les chiffres de la Société Tunisienne de la Fertilité et de la Stérilité, 30% de cas de stérilité enregistrés en Tunisie concernent les hommes contre 30% également pour les femmes. 30% des cas de stérilité ont, par ailleurs, des causes repérées chez les deux partenaires dans le couple et enfin 10% ont des causes indéfinies on parle alors de stérilité inexplicable.



« On estime qu'un tiers des infertilités sont dues à l'homme, un tiers à la femme, et un tiers à un manque de compatibilité entre les deux partenaires »

Les causes de la stérilité sont, par ailleurs, très diversifiées. D'après les spécialistes, le tabac demeure le premier facteur de stérilité chez les hommes. Vient ensuite des maladies infectieuses (les maladies sexuellement transmissibles), le diabète ainsi que les effets liés à la nature des métiers considérés à risque qui nécessitent une longue exposition aux sources de chaleur ou de substances et produits ayant un certain taux de toxicité.

Par comparaison, l'infertilité touche 15% des couples au Maroc et 13% aux USA. En Algérie quelque 300 mille couples sont stériles soit 7% des couples en âge de procréer, a estimé le président de l'Association nationale des centres de procréation médicalement assistée (PMA). Les hommes y représentent plus des deux tiers, alors qu'auparavant on attribuait les problèmes de stérilité essentiellement à la femme.

Par ailleurs le manque de procréation est encore mal accepté au Maghreb engendrant des drames sociaux. Ainsi, la stérilité ou l'handicap de l'un des conjoints sont à l'origine de 22,7% des divorces en Tunisie d'après le sociologue tunisien Belaid Oulad Abdallah qui classe la Tunisie au 4^e rang mondial des taux de divorce (1 mariage sur 6 se termine par un divorce).

Heureusement les solutions de substitution existent. La procréation médicalement assistée se pratique très bien chez nous avec des résultats très satisfaisants. Les personnes stériles y ont de plus en plus recours. Entre 1500 et 2000 opérations de fécondation in vitro (FIV) sont effectuées chaque année dans les hôpitaux publics et les laboratoires privés de Tunisie.

Les centres spécialisés commencent à fleurir un peu partout dans les trois pays de l'Afrique du Nord mais le remboursement des frais y afférents connaît des sorts différents.

Les centres PMA (procréation médicalement assistée):

Algérie : 7 centres. Remboursement : Les frais liés aux médicaments sont remboursés mais pas ceux liés au traitement.

Maroc : 16 centres. Remboursement : Pour l'heure, la PMA au Maroc n'est pas remboursée.

Tunisie : La Tunisie est le pays maghrébin qui a le mieux fait concernant la prise en charge de la PMA. Deux tentatives sont entièrement remboursées.

Mahmoud ANWABI

1- Etude pilotée par Diego Castrillon et Teresa Gallardo du centre médical de l'Université du Texas (sud-ouest des Etats-Unis), publiée en 2007

2- L'étude menée par Elisabeth Carlsen analysait 61 articles publiés entre 1938 et 1990, concernant un total de 14 947 hommes de tous les continents, quoique majoritairement de pays développés.

La planète Terre en danger, Les extraterrestres joueraient-ils un rôle ?

Les alertes, les sonneries d'alarme, avaient retenti depuis fort longtemps, attirant l'attention des dirigeants du monde, les politiques en l'occurrence, pour prendre conscience des dangers qui guettent notre planète.

Dans ce contexte le rapport **Bariloche**, résultat de recherches pionnières réalisées dans les années 70 par une équipe dirigée par le géologue autrichien **Hermann Kahn**, avait conclu que la Terre, notre biotope à tous, s'acheminait vers une asphyxie planétaire à l'Horizon 2064.

La démarche consistait à introduire des données statistiques, économiques, démographiques, industrielles, sanitaires, environnementales, portant sur l'état des lieux à l'époque et en conjuguant les tendances futures sur la base des rythmes et taux de croissances des principales variables. Le tout à travers un modèle

mathématique sur ordinateurs interposés. La revue « **Sciences & Vie** », au milieu des années 70, avait publié un dossier avec des extraits de ce rapport mentionnant les principales conclusions. Le rapport Bariloche avait montré aussi qu'en fixant d'avance l'année 2064, tout en modifiant les données sur la base d'une activité industrielle moins destructrice pour l'environnement, et des relations internationales plus solidaires, se résumant en une aide à hauteur de 1% du PIB des pays riches envers les pays pauvres, notre planète serait dans un état meilleur que celui dans lequel elle se trouvait au milieu des années 70.

Malheureusement ce cri d'alarme émanant d'une équipe scientifique avérée et avertie, n'a trouvé aucun écho auprès des décideurs politiques de l'époque et leurs successeurs. C'est tout récemment que le réchauffement climatique a été

reconnu par l'ensemble des pays du monde, y compris les USA, comme la résultante de l'œuvre humaine, et que l'Homme en assume la totale responsabilité. Cette volte-face s'est opérée après l'émergence d'un consensus au sein de la communauté scientifique qui a mis en évidence la responsabilité de l'Homme dans la dégradation de l'environnement.

Ce changement au niveau de la conscience des décideurs politiques n'a pas encore permis une percée multilatérale tangible en matière de lutte contre le réchauffement climatique, mais des avancées notables ont été réalisées, surtout après le vote d'un accord au Parlement européen sur un plan d'action représentant un paquet de mesures sur l'énergie et le climat. L'objectif comme l'a souligné le ministre français de l'Environnement Jean Louis Borloo, dont le pays préside

« *la Terre, notre biotope à tous, s'acheminait vers une asphyxie planétaire à l'Horizon 2064* »

l'UE jusqu'à fin décembre 2008, est de mettre le cap sur Copenhague, lieu de la prochaine Conférence des Nations Unies sur le changement climatique qui se déroulera du 7 au 18 décembre 2009, dans le but d'arracher un accord mondial. Dans ce contexte l'UPM a retenu comme priorité la question de l'environnement pour asseoir un programme ambitieux de développement durable dans l'ensemble de la Méditerranée, qui compte 800 millions d'habitants, et qui concentre 30% du fret maritime mondial et 25% du trafic des hydrocarbures.

Cette dynamique tardive n'est pas totalement rassurante, car entre-temps les dégâts dont pâtit l'écosystème

me sont énormes. La fonte des glaces de l'Arctique, qui a atteint des niveaux sans précédent, en est un indicateur de la dégradation de notre écosystème, notamment sous l'effet nuisible des gaz à effet de serre. L'indifférence des USA, pourtant premier pays pollueur, et qui sont restées en dehors de l'accord de Kyoto, constitue une autre preuve du niveau d'insouciance de l'espèce humaine, face aux risques et dangers qui hantent notre planète Terre. Ceci nous amène à estimer que des extra-terrestres, dont la manifestation dans nos cieux a été mise en évidence, si on croit les ufologues, à multiples reprises, pourraient entrer en ligne pour sauver notre globe

d'une asphyxie planétaire probable, vu la frilosité de la réponse et réactions des habitants de la Terre. Sachant que les OVNI ne pourraient provenir que des civilisations extra-terrestres, techniquement supérieures à nous, il ne serait pas exclu qu'ils interviendraient d'une manière sensée, en nous aidant à résoudre des problèmes techniques en nous transférant certaines de leurs connaissances scientifiques, et peut être aussi en nous exhortant sous la contrainte à reconsidérer rapidement et efficacement notre approche du développement durable !

Thameur MAATOUQ

Emigration arabe vers l'Europe : autopsie d'un Pacte

Sujet de désaccords persistants, voire de polémiques entre les deux rives de la Méditerranée, l'immigration a constitué le thème du colloque annuel que le Centre de la Ligue des Etats Arabes à Tunis a organisé mercredi, 17 décembre, au siège de l'institut Arabe des Chefs d'Entreprises avec, comme intitulé, « *L'émigration arabe vers l'Europe : réalités et perspectives* ».

Introduisant les débats, M. Chedly Neffati, secrétaire général adjoint de la Ligue, président du Centre de Tunis, s'est félicité du fait que les dirigeants européens soient parvenus à s'entendre, enfin, sur une stratégie commune, en matière d'immigration, à travers l'adoption, le 16 octobre, du « *Pacte européen sur l'immigration et l'asile* ». Reprenant certains passages du document, le responsable de la Ligue, qui a effectué, à la demande M. Amr Moussa, secrétaire général de l'organisation panarabe, une tournée dans plusieurs pays européens pour des entretiens axés sur l'immigration, a exprimé le souhait de voir les pays de l'Union européenne s'engager dans une approche globale, et pas seulement sécuritaire, pour résoudre les problèmes

liés à cette question ; ce qui exige, a-t-il souligné, « *plus de coopération et de solidarité en vue de traiter de l'immigration de façon collective par les pays d'origine, d'accueil et de transit* ».

Lui succédant, son Excellence Mokhtar Enaggassa, doyen du corps diplomatique accrédité à Tunis, a fait un rappel historique, précisant que l'émigration arabe vers l'Europe a commencé vers la seconde moitié du 19^{ème} siècle, avec le début de la colonisation. Le phénomène s'est amplifié par la suite. Pour compenser les 60 millions d'âmes tombées sur les champs de bataille lors de la seconde guerre mondiale, la France a dû faire venir des centaines de milliers de Maghrébins. La Grande-Bretagne a fait de même, en accueillant des dizaines de milliers de sud yéménites. L'exemple le plus frappant et le plus douloureux reste cependant celui des millions de palestiniens chassés de leurs terres et contraints de s'exiler à l'étranger.

20 à 30 millions d'émigrés arabes

Le nombre d'émigrés à travers le monde, toutes

nationalités confondues, atteint, selon des statistiques de l'ONU, les 150 millions de personnes dont 20 à 30 millions sont d'origine arabe. Au cours des dernières décennies, la guerre civile au Liban, les deux guerres du Golfe et le conflit somalien, ont engendré, eux aussi, d'énormes flux migratoires, notamment vers l'Europe. Se référant à des statistiques de l'Organisation Arabe du Travail. Il a indiqué que 34% des médecins qui exercent actuellement dans les hôpitaux britanniques sont d'origine arabe et que 50% de ceux qui font des études de médecine ou d'ingénierie dans les universités arabes finissent par s'installer en Europe, aux USA et surtout au Canada.

Citant un rapport de la ligue Arabe, l'orateur a indiqué que les pertes subies par le Monde arabe en raison de la fuite des cerveaux et d'une main d'œuvre parfois hautement qualifiée se chiffrent à 200 milliards de dollars. Pour y remédier, les pays arabes sont obligés de faire appel à des compétences étrangères, à des coûts relativement élevés. « *Au lieu de s'accrocher à l'aspect sécuritaire du problème et de continuer à décréter des lois, les Européens, qui sont entrés dans les pays*

« **34% des médecins qui exercent actuellement dans les hôpitaux britanniques sont d'origine arabe** »

« **50% de ceux qui font des études de médecine ou d'ingénierie dans les universités arabes finissent par s'installer en Europe, aux USA et surtout au Canada** »

arabes sans visas, les ont colonisés et s'y sont installés de façon illégale pendant des décennies » feraient mieux, a-t-il conclu, de reconnaître leur « responsabilité historique » et d'œuvrer sérieusement à trouver des solutions à cet épineux problème.

Des pistes de réflexion

Ce colloque est une nouvelle opportunité pour réfléchir ensemble sur les voies et moyens de faire de l'immigration « un facteur de développement et de solidarité et un pont de compréhension entre les peuples de la Méditerranée » a pour sa part souligné M. Ali Chaouch, ministre des Affaires Sociales, de la Solidarité et des Tunisiens à l'Étranger. Les nouvelles données sur la scène mondiale nous incitent, au-delà de nos différences, à-t-il dit, à appréhender les problèmes de l'immigration « avec réalisme et dans un esprit constructif ». Nous sommes en droit d'être fiers, a dit encore le ministre, que c'est la première fois depuis les années 70 du siècle dernier que les Européens parviennent à s'entendre sur une approche nouvelle ; approche dont les contours exacts, il est vrai, ne sont pas encore connus. « Les spécificités culturelles ne doivent pas constituer un frein à une intégration positive et efficace dans les pays d'accueil, comme tentent de l'accréditer certains milieux racistes qui se servent de l'immigration comme outil de politique interne et qui cherchent à nuire à l'image de l'immigré arabe et musulman en général et à entretenir l'amalgame entre l'Islam, l'extrémisme et le terrorisme », a-t-il souligné.

Il a mis sur la table plusieurs pistes de réflexion en vue de faire progresser le débat et regretté le renoncement, côté européen, à certains droits acquis, dans le cadre de conventions bilatérales, en matière de main-d'œuvre, ainsi que la dégradation de la situation sociale de nombre d'immigrés. Appelant à un sursaut médiatique de l'autre côté de la Méditerranée en vue d'enrainer « une pédagogie de la tolérance et de la solidarité »

et de promouvoir « une image positive » de l'émigré arabe, le ministre a également rappelé certaines initiatives du président ben Ali dont celle de 1993 devant le parlement européen, en vue de la conclusion d'un pacte euro méditerranéen pour le développement et la solidarité.

Après deux exposés, l'un de M. Hamed Fadhlallah, expert résidant en Allemagne, sur « Problématique de l'intégration et rôle des élites » et l'autre de Mme Folla Bouzidi, députée algérienne, sur « L'immigration féminine arabe », ce fut au tour de M. Mezri Haddad, expert tunisien, de donner une communication sur « La participation des émigrés arabes à la vie politique européenne ». Thème auquel, pour être plus précis, il a préféré celui de « La participation des Français d'origine arabe ou maghrébine à la vie politique française »

Première difficulté relevée par l'orateur : l'absence de chiffres dans la mesure où la loi française interdit qu'on fasse des statistiques sur des bases ethniques ou raciales. Dans le corps diplomatique français, par exemple, combien y a-t-il d'ambassadeurs d'origine arabe ou maghrébine, s'est-il interrogé. Aucun, à ma connaissance, a-t-il affirmé, d'un sourire amusé. Même chose pour l'Assemblée Nationale française qui compte 577 députés : aucun député d'origine arabe ou africaine n'y siège. Seule et petite exception : 4 sénateurs UMP de « souche non gauloise » siègent au Sénat, sur un total de 343. Sur les 646 parlementaires que compte la Chambre des Communes en Grande-Bretagne, 15 seulement représentent des communautés minoritaires. En Egypte par contre, où les Coptes ne représentent que 5% de la population, plusieurs députés sont de confession chrétienne, a-t-il enchaîné. Quatre ministres coptes siègent également au gouvernement. Cette dernière donne lui a valu une précision de M. Jean-Christophe Peaucelle, représentant du ministère français de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité Nationale et du Développement Solidaire : « les Coptes ne

sont pas des émigrés mais des égyptiens à part entière », a-t-il souligné à son adresse.

Des candidats de la « diversité »

Aux dernières élections françaises, a-t-il ajouté, l'UMP, le PS, le Modem et le PC ont présenté des candidats dits de la « diversité ». Aucun n'a été élu. Est-ce la faute à l'électorat qui n'est pas encore prêt, majoritairement, à donner ses voix à des candidats de « souche non gauloise » ? Sont-ce les mécanismes internes aux partis qui empêchent ces candidats de percer ? Ces deux interrogations ont valu à M. Haddad une nouvelle réplique de M. Peaucelle : « Je ne pense pas que la société française soit raciste. En revanche, la société politique française est quelque peu conservatrice. Elle s'accroche à ses privilèges. Elle n'est pas encore prête à accepter de nouveaux venus. Le parlement français n'est d'ailleurs pas le plus féminisé d'Europe », a-t-il affirmé, là encore.

Se référant à plusieurs reprises au Chef de l'Elysée, M. Nicolas Sarkozy, qui a eu le courage de « crever l'abcès », le conférencier a salué la nomination de Rachida Dati, dont les parents sont d'origine maghrébine, à la tête d'un ministère de souveraineté, en l'occurrence celui de la Justice. « C'est l'exemple même d'intégration réussie », a-t-il commenté. Il a suggéré l'organisation à Tunis ou ailleurs d'un congrès des élites arabes en Europe qui aura à traiter de thèmes comme l'identité nationale, la laïcité, l'égalité, la liberté, etc.

La présidence française l'Union européenne, qui doit s'achever dans moins de deux semaines, a fait de l'immigration sa priorité, a pour sa part souligné M. Peaucelle. « L'histoire de la construction européenne, a-t-il dit, est celle du verre à moitié plein et du verre à moitié vide. Malgré des règles communes, il y a encore des différences d'approche. On ne peut pas parler aujourd'hui d'immigration sans parler du développement des pays d'origine ».



et que lutter contre l'immigration clandestine revient, en fait, à prendre l'engagement de ne plus procéder à des régularisations massives. En signant ce pacte, les dirigeants européens ont pris, en réalité, trois sortes d'engagements : le premier entre eux-mêmes, le second envers leurs opinions publiques et le troisième à l'égard des pays tiers, c'est-à-dire d'origine ou de transit.

« On avait auparavant non un double langage, mais deux langages. Avec le pacte, c'est aujourd'hui le même langage », a-t-il également souligné, appelant à un « extraordinaire effort de pédagogie des deux côtés de la méditerranée pour dépasser certains amalgames nés de l'accélération de l'actualité au cours des dernières années ».

Moncef BEN AMOR

L'Afrique subsaharienne dans la tourmente

L'Afrique subsaharienne, ce sous-continent encore vierge et riche en ressources naturelles, s'enfoncé de plus en plus dans l'instabilité sur fond de guerres civiles, de famine, de pauvreté et de ravages épidémiques.

Avec le conflit du Darfour, entraînant aussi bien Le Soudan que le Tchad, la guerre en Somalie, dans laquelle l'Éthiopie a pris part, outre le fléau récent de la piraterie maritime, les derniers affrontements au Nord Kivu, entre l'armée congolaise et la rébellion conduite par le Général dissident Nkunda, et qui risque de devenir une guerre régionale impliquant Le Rwanda, l'Afrique noire ne connaît pas de répit.

Outre ces conflits d'actualité, d'autres situations précaires pourraient dégénérer, comme au Nigeria où les enlèvements sont monnaie courante, visant principalement le personnel étranger des firmes pétrolières. Quant au Zimbabwe, il est secoué par une crise politique opposant le président Robert Mugabe au leader de l'opposition Morgan Tsvangirai, une crise aggravée par la progression du Choléra, ayant fait un peu moins de 800 morts depuis Août dernier selon les chiffres de l'OMS. Même l'Afrique du Sud, a été touchée par cette vague d'instabilité. D'abord sur le plan interne, où la lutte pour le pouvoir, notamment au sein de l'ANC, a fait qu'une aile dissidente favorable au président « déchu » Thabo

Mbeki, lance un nouveau parti. En effet, la victoire de Jacob Zuma à la tête de l'ANC, se présente comme une sorte de revanche sur Thabo Mbeki, qui a été poussé à quitter son poste de chef d'Etat en cours de mandat. C'est cet éclatement de l'ANC, le parti historique de la lutte contre l'apartheid, qui devait affaiblir le rôle de leadership de l'Afrique du Sud au niveau du continent. D'ailleurs, Thabo Mbeki, en tant que médiateur dans la crise politique au Zimbabwe, avant et après son départ de la présidence de son pays, était tellement affaibli et soumis à des pressions, que sa médiation est resté jusqu'à ce jour, otage de l'intransigeance de Tsvangirai soutenu par l'Occident. Ce constat n'est pas exhaustif, car d'autres situations précaires prévalent dans d'autres pays de l'Afrique subsaharienne, et presque aucune entité n'est à l'abri d'une dégradation soudaine.

En somme l'Afrique s'est retrouvée depuis des siècles dans la tourmente. Cela a commencé au moins avec le commerce triangulaire. Inutile de revenir sur cette entreprise d'horreur qui a marqué la démographie du continent. Suivie par la vague de colonialisme, l'Afrique n'a pas connu de meilleurs jours. Même l'indépendance dans l'interdépendance avec les pays anciens colonisateurs, n'a pu changer la donne. Il se trouve, aujourd'hui, que l'Afrique subsaharienne subit toute sorte de fractures, économique, sociale et notamment numérique. Les Objectifs du

millénaire qui visent la réduction de la pauvreté à moitié en 2015, ne seront jamais atteints, en raison de la cupidité des pays riches et de leurs promesses non tenues en matière d'aide au développement. Cette conclusion a été retenue avant même le déclenchement de la crise financière mondiale. Il y a lieu donc de s'attendre au pire. L'effort de solidarité international, ne pourrait que diminuer en conséquence, et le Continent noir sombrera davantage dans le sous-développement, les guerres fratricides, la famine, les épidémies comme le SIDA, le Paludisme et le Choléra. Seules une prise de conscience, au niveau international, et la mise en œuvre d'une sorte de plan Marshall, pourraient arrimer l'Afrique noire au reste du monde, en relevant sensiblement son niveau de développement et en mettant un terme à sa marginalisation séculaire. Ce sera comme une sorte de mea culpa pratique de l'Occident envers l'Afrique subsaharienne. Et même s'il est peu probable qu'elle adviendra en 2009 ou en 2010, en raison de la récession économique notamment en Europe aux USA et au Japon, elle s'imposera à partir de 2011 aux dirigeants du monde comme nécessité et comme élément essentiel pour donner du crédit au nouvel ordre mondial qui se dessine et qui se veut plus équitable.

Thameur MAATOUIG



« L'Afrique subsaharienne, ce sous-continent encore vierge et riche en ressources naturelles, s'enfoncé de plus en plus dans l'instabilité sur fond de guerres civiles, de famine, de pauvreté et de ravages épidémiques »

Etudiants étrangers en Tunisie : « On se débrouille pas mal »

On ne les croise pas seulement dans les campus. On les côtoie aussi dans le métro et les bus, on les rencontre dans les grandes surfaces commerciales, les cafés et autres lieux publics, certains d'entre-eux s'affairaient même dans des Souks

hebdomadaires comme celui de l'Ariana où ils proposent aux clients des articles de chez eux, notamment artisanaux.

Ils, ce sont les étudiants étrangers qui ont choisi de poursuivre leurs études su-

périeures en Tunisie. Combien sont-ils, ont-ils ou non des difficultés à s'intégrer dans la société tunisienne et surtout parviennent-ils à joindre les deux bouts ?



Dans l'enseignement supérieur public, leur nombre a atteint, selon des chiffres du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la recherche Scientifique et de la Technologie, les 2480 durant la saison universitaire 2007-2008, soit moins d'un pour cent de l'ensemble des effectifs (360.000). Les Maghrébins viennent en première position (36,5%), suivis des étudiants originaires des autres pays arabes (32%) et africains (25,8%). Peu nombreux, les étudiants européens ne représentent que 2,8% de la population estudiantine. Dans les institutions d'enseignement supérieur privé, le nombre d'étudiants étrangers, notamment africains, est autrement plus important. Ils représentent un peu plus du quart de l'ensemble des effectifs (6.000).

Tchadien de 22 ans, Mohamed est étudiant à l'Université Centrale privée de Tunis où il prépare un master en Finances. Il en est à sa troisième année. Il partage avec deux de ses amis un bel appartement de six pièces dans un quartier huppé de la capitale. Ses frais d'études sont d'environ 3.000 Euros (5.250 Dinars) par an. Pour le reste, « on se débrouille pas mal, dit-il. Parfois, on prépare nous-mêmes quelque chose, parfois on mange en ville. Dans l'ensemble, on n'a pas de problème ».

Originaire du Congo-Brazzaville, Ntetani Chartelle, 23 ans, prépare à la même université un DEST (Diplôme d'Etudes Supérieures de Technologie). Elle loge avec deux de ses amis dans un appartement à 350 Dinars (200 Euros) par mois. Le sourire toujours aux lèvres, elle semble n'éprouver aucun souci concernant aussi bien l'hébergement que la nourriture ou le transport. « On fait les provisions à la fin du mois, on se partage les tâches. Cela dépend des semaines et des jours et surtout de ce que nos parents auront la gentillesse

de nous envoyer de temps à autre ». Pourquoi a-t-elle choisi la Tunisie et non un pays comme la France ou la Belgique où le problème de la langue ne se poserait pas pour elle ? « Pour ce qui est des frais d'études, il n'y a pas, à proprement parler, une grande différence entre ici et là-bas, explique-t-elle. Pour le reste, on passe pratiquement du simple au double. Si une année universitaire revient ici, grossir modo, à 10 ou 12.000 Dinars, il faudra compter là-bas avec une somme nettement plus importante, sans oublier aussi les tracas du visa, de la carte de séjour, etc. ». Chartelle a l'avantage de bénéficier aussi d'une bourse d'environ 200 Dinars qui lui est versée une fois tous les trois mois.

De nationalité camerounaise, Abou Bakr, 22 ans, est inscrit à la même université et où il prépare d'ailleurs le même diplôme. « Avec 100 Dinars comme loyer et un peu plus que le double pour la nourriture et les autres dépenses, je m'en sors plus ou moins, dit-il, avant d'ajouter : nous sommes encore assez jeunes, on est là pour étudier et non pour du tourisme d'hiver (une pluie fine s'abattait au même moment sur Tunis), il faut apprendre à se débrouiller ».

Hounhoun Tedipe, 20 ans, est africain lui aussi. Originaire du Bénin, il est. Inscrit à l'Université Libre de Tunis où il prépare un diplôme en génie civil. Bien qu'ils ne soient pas les mêmes pour toutes les spécialités, les frais d'études tournent, là encore, autour de 3200 Euros par an. « Le foyer, c'est plutôt pour les filles. Je n'ai jamais aimé ça, dit-il. Je loge avec des amis. Ça me revient à 200 Dinars par mois. Pour le reste, j'ai appris à me débrouiller et de toute façon, on n'a pas le choix ».

Camerounaise, Sandrine, porte bien ses vingt printemps. En troisième année de la même spécialité

et à la même Université, c'est le loyer (150 par mois) qui pèse « un peu lourd » sur son budget alors qu'elle a la possibilité « la chance même » dirait l'un de ses amis, de loger, si elle le voulait, au foyer même de l'Université qui donne sur l'Avenue Kheireddibne Pacha et où une chambre double, par exemple, est à 185 Dinars (un peu plus de 100 Euros) par mois. « Je suis bien là où je suis », se contente-t-elle de répondre.

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, les étudiants étrangers inscrits dans les Universités privées ne sont pas tous des « fils à papa », entièrement pris en charge par leurs familles généralement aisées. Selon le secrétaire général de l'Université Libre, une majorité d'étudiants gabonais, de Côte d'Ivoire et d'autres pays sont boursiers. Leurs frais d'études sont versés directement à l'Université par leurs pays qui leur accordent également des sommes mensuelles forfaitaires (400 Dinars pour les gabonais, un peu moins pour ceux de Côte d'Ivoire, etc.) pour les frais d'hébergement et de nourriture.

« Correctes », « acceptables », « pas mal du tout » sont, enfin, les qualificatifs qui revenaient dans la bouche de nos interlocuteurs, qu'ils soient à l'Université Centrale ou à l'Université Libre, lorsqu'on les interrogeait sur les conditions et la qualité des études.

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).

Moncef BEN AMOR

Dans les institutions d'enseignement supérieur privé, le nombre d'étudiants étrangers, notamment africains, est autrement plus important. Ils représentent un peu plus du quart de l'ensemble des effectifs

Lancer de BasBushes !

George W. Bush a réussi à éviter les chaussures, que Muntazer al-Zaïdi lui avait lancées, avec beaucoup d'élégance, aucunement perturbé par l'intermède. Le jeune journaliste irakien, sans doute reporter national, ne devait pas trop s'intéresser à la politique américaine. Il était loin de se douter qu'il avait zéro chance avec des chaussures de taille 44, d'atteindre M. Bush, parfaitement à l'aise dans ce genre d'exercice. Le président américain était habitué aux lancers de boulets quasi quotidiens au Congrès américain par les démocrates, dont aucun ne réussit à l'atteindre. Après deux mandats on n'avait plus rien à lui apprendre en la matière. Une tentative du genre aurait peut-être eu plus de chance de réussir au bout du premier mandat, mais au bout du deuxième, il ne fallait même pas espérer !

3C Etudes

WWW.3CETUDES.COM

- Etudes marketing
- Conseil en marketing stratégique et opérationnel
- Conception de stratégies marketing gagnantes
- Assistance d'entreprises et d'agences de communication à concevoir des campagnes de communication efficaces
- Optimisation de budget de communication et maximisation de retour sur investissement
- Mesure d'efficacité de campagnes de communication et calcul de retour sur investissement



Créé en 2002, 3C Etudes est un institut d'études marketing et de sondage d'opinion totalement indépendant basé à Tunis.

Ayant fait le choix stratégique d'opérer exclusivement sur le marché français les 5 premières années de son existence, 3C Etudes aborde en 2006 d'autres marchés européens tels que l'Allemagne, l'Italie, la Suisse, la Belgique et l'Espagne ainsi que le Maghreb, l'Afrique et le Moyen Orient. Il réalise dans ces pays des études de marchés, des sondages d'opinion, et s'oriente de plus en plus vers le conseil stratégique.

Les enquêtes sont réalisées dans la langue du pays et pour divers secteurs d'activités tels que l'agroalimentaire, les NTIC, les banques assurances, l'hygiène-beauté, l'habillement, le transport, la distribution et notamment le secteur médical qui constitue une orientation majeure de 3C Etudes,

un département à part entière lui est consacré.

L'Institut a adopté les technologies les plus poussées, et compte sur un personnel dévoué et hautement qualifié trié sur le volet, réussissant ainsi à fidéliser tous ses clients, annonceurs et instituts d'études d'envergure.

Pour tout supplément d'information contacter :

Sameh Nezh, chargée d'études : sn@3cetudes.com

3C Etudes

11, rue de l'Usine. Charguia II.

2035 Tunis Aéroport. Tunisie

Téléphone : (+216) 71 942 001

Télécopie : (+216) 71 942 867

Messagerie : hg@3cetudes.com

Web : www.3cetudes.com



*Toute l'équipe 3C Etudes vous présente
ses meilleurs vœux pour l'année 2009*